

**Avis n° 03-1163**  
**de l'Autorité de régulation des télécommunications**  
**en date du 30 octobre 2003**  
**sur les décisions tarifaires de France Télécom n° 2003014 et 2003022 relatives à**  
**l'évolution des tarifs du service Inter-Lan 1.0**

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu les décisions tarifaires initiales n°2003014 et 2003022 de France Télécom reçues le 11 mars 2003 ;

Vu la nouvelle version de la décision tarifaire n°2003022 de France Télécom reçue le 15 avril 2003 ;

Vu la lettre adressée par l'Autorité à France Télécom le 28 mai 2003 concernant la décision tarifaire n°2003022 ;

Vu la nouvelle version de la décision tarifaire n°2003014 de France Télécom reçue le 12 juin 2003 ;

Vu les éléments complémentaires demandés par l'Autorité à France Télécom le 20 juin 2003 concernant la décision tarifaire 2003014 ;

Vu les éléments complémentaires fournis par France Télécom le 25 juillet 2003 ;

Vu l'avis de l'Autorité 03-986 du 9 septembre 2003 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2003014 relative à l'évolution de tarifs du service Inter-Lan 1.0 ;

Vu les éléments complémentaires fournis par France Télécom le 25 septembre 2003 ;

Après en avoir délibéré le 30 octobre 2003,

**I.        CONTEXTE**

France Télécom avait adressé à l'Autorité deux décisions tarifaires portant sur l'évolution du service Inter LAN 1.0 :

- la décision n° 2003014, adressée pour avis et portant sur les agglomérations autres que Paris intra-muros et première couronne, Lyon, Marseille et Lille (les quatre plus grandes agglomérations) ;

- la décision n°2003022, adressée pour information, porte sur les quatre plus grandes agglomérations<sup>1</sup> ;

Par un courrier adressé au ministère, l'Autorité s'était prononcée pour le maintien dans le champ de l'homologation tarifaire de l'offre inter LAN 1.0 sur la totalité du territoire. Suite à ce courrier, le Ministère avait suspendu la décision n°2003022 sur les quatre plus grandes agglomérations.

Par la suite, l'Autorité a donné un avis défavorable sur la décision 2003014 (avis 03-986 du 9 septembre 2003) en rappelant qu'elle souhaitait que les décisions tarifaires portant sur le service Inter LAN 1.0 soient soumises à la procédure d'homologation sur la totalité du territoire et, qu'à ce titre, les éléments d'information nécessaires à un avis sur la décision tarifaire n°2003022 lui soient fournis par France Télécom (notamment les éléments de coûts).

Par courrier du 22 octobre 2003, la Directrice générale de la Digitip a indiqué que la décision n°2003022 sur les quatre plus grandes agglomérations (Paris, Lyon, Marseille et Lille) relevait du champ de l'homologation.

Entre temps, France Télécom a transmis à l'Autorité les éléments d'information de coûts et de revenus de la décision n°2003022.

Dans ces conditions, l'Autorité estime être en mesure de rendre un avis sur les deux décisions concernant Inter LAN 1.0, c'est-à-dire, en pratique, de faire un réexamen de la décision n°2003014 et de rendre un avis sur la décision n°2003014.

## **II. ANALYSE DES DECISIONS TARIFAIRES**

Pour la décision tarifaire n°2003014 portant sur les agglomérations hors les quatre plus grandes agglomérations, l'Autorité maintient son analyse que les tarifs pratiqués sur cette partie du territoire ne présentent pas de caractère prédateur.

Pour la décision tarifaire n°2003022, les tarifs baissent en moyenne de 6,8%, ce qui se révèle favorable aux consommateurs. Le test de prédation en coûts historiques et le contrôle de cohérence du compte d'exploitation avec des estimations en CMILT conduisent également à la conclusion d'absence de caractère prédateur des tarifs pratiqués dans les quatre plus grandes agglomérations.

Au final, il n'apparaît pas de subventions croisées entre zones géographiques entre les deux décisions tarifaires.

## **III. CONCLUSION**

En l'absence de caractère prédateur des tarifs sur leur périmètre géographique et de subventions croisées entre zones géographiques, l'Autorité émet un avis favorable sur les décisions tarifaires n° 2003014 et n°2003022 de France Télécom.

L'Autorité rappelle qu'elle souhaite que la procédure d'homologation des tarifs d'Inter LAN 1.0 continue à couvrir l'ensemble du territoire, de même pour l'ensemble des services à haut débit.

---

<sup>1</sup> appelées « très grandes agglomérations ».

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 octobre 2003,

Le Président

Paul Champsaur